

des paysans qui ont osé

Histoire des mutations
de l'agriculture
dans une France
en modernisation.
La révolution silencieuse
des années cinquante.

Présentation du dossier

DES PAYSANS DANS LE CHANGEMENT SOCIAL

Jean FREYSS

Pierre-Yves GUIHENEUF

Comment l'agriculture française a-t-elle été profondément changée en moins d'une génération, à partir des années 1950-1960 ? Telle était la question posée à Bertrand Hervieu, chargé d'introduire cette séance.

Au centre de la réponse, il y a trois lettres: J.A.C.

La génération d'après guerre de la Jeunesse agricole catholique a, en effet, porté cette mutation profonde. Elle refuse l'immobilisme du monde paysan; elle veut être l'auteur du changement technique, économique et, par dessus tout, culturel qui permettra de donner aux paysans à la fois leur dignité d'hommes et de citoyens. Elle porte un véritable projet de changement social.

L'émergence de cette force transformatrice ne peut être comprise qu'au travers du nouveau système de valeurs qui se forge alors, donnant sens et cohérence au mouvement social et sa substance au projet qu'il

porte. Rencontre d'un esprit missionnaire, d'une contestation de l'ordre immuable des champs et d'une vision nouvelle de la famille, ce système de valeurs se construit et se diffuse par l'appareil d'Eglise et... grâce à la bicyclette.

Ce mouvement n'est pas replié sur lui-même. Il intègre de nombreux apports provenant de l'extérieur du monde agricole. Aller voir ce qui se passe chez le voisin, nouer des liens avec d'autres forces sociales: l'ouverture est le moyen d'opérer une révolution culturelle. Peu à peu, se définit le projet d'une agriculture familiale modernisée.

Ce projet acquiert un impact macro-social et macro-économique grâce à l'alliance qui se noue à la fin des années cinquante entre ces jeunes agriculteurs et le gouvernement, acquis à l'idée qu'il faut moderniser l'agriculture pour mieux moderniser la France. Cette alliance n'avait rien d'inéluctable. Elle doit beaucoup à la détermination de quelques hommes, parfois au caractère fortuit de leur rencontre.

La légitimation et les moyens qu'apportent la puissance publique permettent la mise en place d'institutions et de réglementations, qui transforment ensuite le projet en modèle.

La discussion qui a réunit les participants autour de ce sujet a ouvert de nombreuses questions. Plusieurs d'entre elles n'ont pas pu être développées et mériteraient des approfondissements. Par exemple:

- la dimension technique de la modernisation, notamment le rôle des innovations (semences, engrais, machines) et leurs conséquences économiques (rôle du crédit, rapports avec les industries d'approvisionnement, etc.), le rôle des chercheurs et des vulgarisateurs, la place des différentes représentations du progrès dans cette marche vers la modernité, la convergence d'intérêts économiques.

- les mécanismes concrets ayant permis la rencontre du mouvement réformateur paysan et de la stratégie modernisatrice de l'Etat; les médiations par lesquelles s'opèrent les alliances; le rôle des individus et des groupes.

- les conséquences contradictoires de "l'institutionnalisation" du mouvement social, qui lui offre une légitimité mais fige en même temps ses apports dans un modèle rigide qui s'avèrera difficile à réformer.

- les effets réels et parfois non voulus du changement: l'engrenage de la technique qui exige toujours plus d'apports extérieurs; l'engrenage économique qui pousse à produire toujours plus, à meilleur prix, en éliminant les plus faibles.

- la JAC a, certes, été le creuset principal de cette transformation; il serait toutefois nécessaire de préciser le rôle et la place d'autres forces sociales, telles que les communistes.

Sur le plan méthodologique, le séminaire a montré que l'analyse doit être menée à plusieurs échelles de temps différentes. Le très court terme permet de mieux saisir le détail des processus dans lesquels sont engagés les gens. Le long - ou même le très long - terme permet de repérer les "héritages" historiques, situer les discontinuités, interpréter les effets durables.

Le texte qui cloture ce document, intitulé *"les Séminaires de Saint-Sabin, comment la société change"*, précise la problématique commune à toutes les séances : comprendre l'alchimie des interactions sociales en suivant à la trace le cheminement d'une innovation dans la société. D'un séminaire à l'autre, nous poursuivrons notre réflexion au travers de cas différents, soumis au même questionnement.

Les commentaires et suggestions que suscitera pour vous la lecture de ce dossier pourront nous aider dans cette démarche et seront donc les bienvenus.

HISTOIRE DES MUTATIONS DE L'AGRICULTURE DANS UNE FRANCE EN MODERNISATION

Bertrand HERVIEU

L'agriculture française a connu en un siècle trois périodes de bouleversements majeurs. Je vais essayer de les caractériser, en m'arrêtant plus longuement sur le second d'entre eux, c'est-à-dire sur la modernisation qui est survenue dans la période de l'après-guerre et que Michel Debatisse a appelé "la révolution silencieuse". J'essaierai ensuite de dégager quelques mécanismes qui me paraissent fondamentaux dans notre réflexion autour des processus de changement de la société.

La première des grandes transformations a eu lieu à la fin du 19^e siècle. Il faut noter qu'il s'agit déjà d'un bouleversement complexe qui a des composantes internationales, des composantes exogènes d'ordre climatique ou sanitaire, des composantes politiques et des composantes culturelles.

*L'invention de la
paysannerie
française*

A la fin du 19^e siècle, apparaissent en effet plusieurs phénomènes. Tout d'abord la montée du mouvement ouvrier et la commune de Paris, qui ont des effets considérables sur l'évolution des mentalités dans la société française. Ces événements ont également des

répercussions politiques: la troisième république est menacée par la montée des monarchistes.

Dans ce contexte d'instabilité surgit un grand bouleversement économique: après les traités de libre-échange établis entre la France et la Grande-Bretagne sous Napoléon III, les produits du Nouveau-Monde commencent à arriver sur le marché français. Par exemple, l'arrivée massive de moutons met en difficulté les producteurs ainsi que les industriels de la laine et ceux du textile. Les effets des traités de libre-échange qui se font ainsi sentir vers 1880 provoquent des réactions dans la classe politique et parmi les industriels et manufacturiers.

A ces effets économiques s'ajoutent des problèmes climatiques et sanitaires. C'est notamment la crise du phylloxéra qui cause la destruction d'une importante partie du vignoble dans le Midi. C'est aussi la succession de très mauvaises années sur le plan climatique, qui provoquent des disettes dans certains endroits.

C'est dans ce contexte d'internationalisation des échanges, de fragilité politique et de recomposition sociale de la société que prend place un grand projet politique pour l'agriculture. Il sera incarné par Gambetta qui crée en 1881 le ministère de l'Agriculture. Gambetta le conçoit sur le modèle du ministère des Colonies, c'est-à-dire qu'il le crée dans l'intention d'en faire une sorte de ministère de l'Intérieur des paysans. Il emploie d'ailleurs lui-même cette expression révélatrice. Son objectif n'est pas seulement de gérer la production agricole, ce que faisait jusqu'alors le ministère de l'Industrie et du Commerce, mais de gérer aussi un territoire, une population et des marchés. A travers cela, c'est la gestion du bulletin de vote des paysans qui est recherchée pour consolider la république chancelante. Le projet politique de Gambetta, c'est de faire accéder les laboureurs aux acquis de la révolution française et du code civil.

A l'époque, les laboureurs représentaient presque une élite paysanne. Qu'ils travaillent en métayage, en fermage ou à façon, ils faisaient déjà partie de la couche supérieure de la paysannerie. Ils avaient tous les attributs nécessaires pour devenir une petite bourgeoisie rurale, au sens historique du terme.

**Rallier les
paysans à la
cause
républicaine**

Et c'est là le projet de Gambetta: faire accéder cette couche sociale à la propriété privée de façon de s'en faire une alliée dans la défense de la république. Les paysans vont devenir des petits propriétaires en même temps qu'ils deviendront de bons républicains. C'est grâce à ce ralliement que la société française écarte définitivement le monarchisme. Ce phénomène va contribuer à marquer plus encore la recomposition sociale de la société française. Le processus en marche à travers la révolution industrielle va se trouver renforcé par la politique agricole, qui provoque des transformations spatiales en même temps qu'une division sociale du travail.

En effet, avec l'extension de la petite propriété foncière, les campagnes deviennent le domaine quasi exclusif de la paysannerie, d'une paysannerie de plus en plus agricole et de moins en moins pluri-active. Le petit peuple errant des campagnes, celui qui n'a pas eu accès à la propriété, va quitter le monde rural pour rejoindre les centres urbains en voie d'industrialisation rapide. C'est aussi le cas de l'artisanat textile ou métallurgique qui était largement implanté dans les campagnes.

Il faut rappeler que dans la France de 1870, 80% de la richesse nationale était produite dans le monde rural. Il y avait alors une interpénétration spatiale très forte entre l'agriculture et l'industrie, ce qui n'était pas le cas en Angleterre où l'aristocratie et la bourgeoisie avaient décidé la séparation du monde rural et du monde urbain dès le 17ème siècle. A cette époque en effet, les fameuses "lois scélérates" punissaient de peine de mort les vagabonds des campagnes, ce qui a contribué à

provoquer très rapidement ce que Michel Foucault appellera "le grand enfermement", c'est-à-dire la concentration du prolétariat dans les usines.

La campagne anglaise a ainsi été réduite à un cadre de vie et un espace de loisirs. Sa fonction productive a été abandonnée, car les colonies suffisaient largement pour satisfaire les besoins alimentaires du pays.

*Comment la
société change...
pour ne pas
changer*

La France au contraire a choisi au 17ème siècle un modèle de développement rural, en répartissant les activités sur l'ensemble du territoire. Quand les premières dynasties textiles apparaissent dans le Nord et dans l'Est, elles installent des lieux de commerce dans les grandes villes mais laissent le travail s'effectuer dans les manufactures de la campagne. Les paysans étaient alors agriculteurs autant qu'artisans.

Il faut donc attendre la fin du 19ème siècle et le projet de Gambetta pour que soit véritablement inventée la paysannerie, au sens où nous l'entendons aujourd'hui. C'est-à-dire une paysannerie qui se constitue autour de l'agriculture et va vider la campagne de tout ce qui n'est pas agricole.

Ce processus représente la première modernisation de l'agriculture. On peut observer à travers lui comment change la société, mais aussi comment elle ne change pas. L'évolution de la paysannerie sous la troisième république est une évolution construite et voulue, mais en même temps une évolution stoppée. Tout était en place en effet pour que s'ouvrent beaucoup plus largement les vannes de l'exode rural, et on aurait pu laisser le champ libre à une concentration urbaine bien plus importante.

Les choix politiques qui ont été faits ont permis au contraire au secteur agricole de rassembler au début du vingtième siècle encore 50 % de la population active, alors que les autres

pays européens étaient à des niveaux beaucoup plus bas. En Grande Bretagne la proportion était de 20 %. Les Pays Bas avaient eux aussi réduit leur agriculture au profit du commerce international, ainsi que le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la Prusse et une partie de l'Europe Centrale. Quant aux pays méditerranéens, très agricoles et en même temps profondément urbanisés dans leurs modes de vie, ils fonctionnaient sur un autre modèle.

En France, la ruralité se réduit à sa dimension agricole mais reste quantitativement très importante. Les lois protectionnistes de Méline, en 1884, vont mettre la paysannerie à l'abri des remparts des frontières nationales et permettront de la garder nombreuse, protégée des mécanismes d'internationalisation des échanges. Si Méline n'avait pas conduit cette politique de modernisation extraordinairement contenue, bridée et maîtrisée, nous aurions sans doute eu dès 1920 seulement un quart de la population active française dans l'agriculture, alors qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, cette proportion était encore d'un tiers.

Ce qui caractérise le paysan de la troisième république, c'est qu'il est à la fois survalorisé comme fondement de la nation, du patriotisme et de l'armée, et en même temps dévalorisé comme inculte, sale et incapable de parler en son nom. Cette incompétence supposée justifie d'ailleurs le rôle des notables, qui assurent la liaison entre la paysannerie et le reste de la société, ainsi que l'encadrement politique de cette paysannerie. La bourgeoisie rurale n'a pas intérêt à voir une modernisation rapide de l'agriculture qui risquerait de déstabiliser l'ordre social.

Alors que les ressources humaines, techniques et culturelles étaient réunies pour que l'on assiste à une modernisation brutale de l'agriculture française dès la fin du 19ème siècle, cette évolution a été volontairement

contenue par les lois protectionnistes, pour des raisons politiques et idéologiques.

L'histoire aurait pu être différente de ce qu'elle a été, et si les choses se sont déroulées ainsi, c'est parce que des volontés collectives se sont exercées dans un sens plutôt que dans un autre.

*La Jeunesse
agricole
catholique se
mobilise*

L'évènement qui marque le début de la deuxième transformation de l'agriculture française, c'est la seconde guerre mondiale. Elle consacrera la rupture définitive avec le relatif archaïsme des techniques et de l'organisation sociale qui prévalait jusqu'à cette période.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le tiers de la population active française travaille dans le secteur agricole. Il ne s'agit pas seulement des paysans, mais aussi des ouvriers agricoles, qui sont nombreux. Malgré - ou à cause de - l'importance de la population agricole, le pays n'assure pas la couverture de ses besoins alimentaires. De plus, notre industrie est très en retard par rapport à celle des autres pays du Nord de l'Europe. Mais le facteur qui joue le rôle de détonateur, c'est l'apparition d'un groupe d'acteurs sociaux issus de la paysannerie, qui veulent rompre avec l'immobilisme technique, culturel et économique de l'agriculture. C'est le mouvement de la Jeunesse agricole catholique (JAC) né en 1929, trois ans après la création de la Jeunesse ouvrière catholique par l'abbé Cardijn.

Sous l'impulsion des jésuites et de l'Ecole d'Agriculture d'Angers, la JAC rassemble des groupes de jeunes paysans qui cherchent à se former et sont pour la plupart issus des mouvements de l'Action catholique de la jeunesse française, l'ACJF.

Ce mouvement a une origine missionnaire catholique. Les jeunes de la JAC chantent: "Nous referons chrétiens nos frères, par Jésus Christ nous le jurons". Leurs inspirateurs s'inscrivent dans la tradition

missionnaire lancée à la fin du 19ème siècle, relayée par les mouvements d'action catholique et qui traverse profondément l'Eglise et la société française. Elle donnera lieu à un livre célèbre à l'époque: "France, pays de mission" écrit en 1943 par les Abbés Godin et Daniel.

*La foi, le métier,
la génération...*

L'esprit missionnaire assure à la JAC un élément de cohésion déterminant. Un autre est fourni par un sentiment d'identité professionnelle qui ne dit pas encore son nom. Un troisième est représenté par une solidarité de génération. Les jeunes paysans qui se rassemblent dans la JAC ont en commun d'être catholiques, jeunes et paysans.

En tant que jeunes, ils sont unis par une lutte de génération et se sentent en porte-à-faux avec leurs parents qu'ils considèrent prisonniers des habitudes, de la tradition, du non progrès, de l'ordre éternel des choses de la terre.

Ils sont aussi paysans et le revendiquent. Fiers de leur métier, ils s'opposent au discours ambiant qui réduit le paysan à l'état de chair à canon, qui fait son apologie quand il faut défendre les frontières et le prend pour un plouc quand il est derrière son cheval. En déclarant qu'être paysan, c'est un vrai métier, ils proposent une idée complètement neuve. Il y a même un véritable retournement, car ils n'hésitent pas à affirmer que c'est peut-être le plus beau des métiers, celui qui permet de nourrir ses frères et de travailler la terre. Une interprétation théologique un peu fondamentaliste se met en place et, à partir d'une lecture littérale de la Genèse, fait du paysan le prolongement du bras du Créateur. Ce discours, tout à fait cohérent avec la vision missionnaire, donne une légitimité à ces jeunes paysans dans leur recherche d'une nouvelle place dans la société.

Ce qui est neuf également, c'est le fait que
12 ce ne sont pas les notables qui parlent au nom des paysans. Au début du mouvement, ce sont

les jésuites, mais ceux-ci leur laissent rapidement la place et leur donnent la parole.

*La formation par
l'échange, une
idée venue de
l'extérieur*

Les animateurs de la JAC développent une pédagogie contenue dans la devise "voir, juger, agir". C'est celle de l'action catholique, qui met en avant l'intérêt de la comparaison. Mais ils mettent également au point une pédagogie du voyage, qui a opéré une véritable révolution dans les campagnes.

Il faut imaginer ces jeunes paysans de 16 ans ou 17 ans s'opposer à leurs parents pour aller dans le canton d'à côté passer un dimanche après-midi, pour rencontrer d'autres jeunes, ne pas rester dans le village et encore moins dans la famille, mais ouvrir leur univers. La bicyclette, en leur donnant le moyen d'aller voir ce qui se faisait ailleurs, a symbolisé d'une certaine façon cette révolution culturelle.

Car le phénomène de modernisation agricole amorcé par la JAC a commencé par s'affirmer comme un choc des générations et des cultures. Le premier acquis des jeunes n'est pas la mécanisation, c'est la décohabitation. Les jeunes couples revendiquent de pouvoir vivre sous un autre toit que celui de leurs parents, ce qui passe parfois par des empoignades familiales...

Il y a dans ces principes tout un discours emprunté à Simone Weil, à l'humanisme de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier et à tout un mouvement d'idées qui naît du monde urbain et ouvrier. Ce discours qui met l'accent sur la nécessité de la confrontation - voire même de l'affrontement - et sur l'égalité des hommes n'était pas fréquent dans le milieu agricole de l'époque. Celui-ci était baigné d'une littérature ruralisante bâtie autour du thème des racines, de la terre, de l'ordre éternel des champs... La troisième république avait diffusé une vision a-historique de l'agriculture et laissé croire au caractère immuable de la nature paysanne.

Les jeunes de la JAC, en faisant la promotion du changement, n'avaient peut-être pas conscience que les choses n'avaient pas toujours été ainsi, mais ils étaient convaincus qu'elles pouvaient être autrement.

La christianisation par la modernisation

Avant la seconde guerre mondiale, l'Eglise catholique avait déjà un fort taux de pénétration dans les campagnes. Mais dès 1945, la JAC connaît une véritable envolée. Elle touche même des campagnes peu christianisées, simplement en raison de la compromission des milieux professionnels agricoles sous la corporation de Vichy. Mis à part quelques mouvements de gauche, le syndicalisme officiel se trouve comme disqualifié au moment de la libération. C'est d'ailleurs un socialiste, Tanguy Prigent, petit paysan du Finistère, qui sera nommé ministre de l'Agriculture par le général De Gaulle en 1945. Avec l'arrivée sur la scène de cette nouvelle génération, la JAC passe à une vitesse supérieure.

On peut cependant s'interroger sur ce succès quand on le compare au relatif échec de nombreux autres mouvements, comme celui des cultivateurs cultivants ou des abbés démocrates, le communisme agraire ou encore les premiers syndicats de travailleurs paysans qui émergent autour des années 1900. Les uns commencent avant la première guerre mondiale, les autres s'épanouissent autour des années 1925-1930. Pourquoi ne connaissent-ils pas le même succès ? Au fond ils étaient aussi des leviers de changement, ils maniaient un discours de la non-évidence sociale et économique. Ils ne seront pas pour autant sans postérité, ils vont resurgir et faire leur chemin.

Mais il n'empêche que c'est la JAC qui a porté la grande mutation: un mouvement d'action catholique né en dehors du modèle syndical ou politique, dans un cadre ecclésial en rupture avec le modèle missionnaire habituel de la reconquête de l'Eglise. Certes, la JAC est porteuse d'un projet de christianisation de la société, mais qui fait le détour par un projet de

modernisation. Un slogan célèbre en résumé l'esprit: "la charité doit se faire technicienne".

***Diffusion à
l'extérieur,
contestation à
l'intérieur***

Peu à peu, parmi les politiques et les technocrates, les idées de la JAC commencent à se diffuser. On assiste à la naissance du premier plan de modernisation. On admet que le progrès de la société passe par la modernisation de l'agriculture. C'est aussi la conviction des jeunes agriculteurs de la JAC qui refusent de rester dans cet archaïsme économique, culturel et politique. Ils refusent que l'on continue à prendre les paysans pour du bétail à voter ou de la chair à canon. Ils revendiquent implicitement une citoyenneté pleine et entière.

C'est à ce moment que surgit un débat à l'intérieur de la JAC, sous l'impulsion de René Colson, qui publie en 1950 un livre intitulé "Motorisation et avenir rural". A travers le débat sur la mécanisation, il pose la question des conséquences de la modernisation, de l'exode prévisible, de la concentration des terres aux mains de quelques uns. La JAC a donc posé dans ces années 1945-1950 les termes d'un débat sur ce que nous appelons aujourd'hui l'agriculture paysanne, sur les effets que sa modernisation nécessaire va avoir sur le corps social.

Colson prévoit et craint que le processus de modernisation ne laisse à l'écart un nombre important de paysans. S'engagent alors des discussions qui prennent une dimension essentiellement morale. Après un combat farouche entre différentes factions de la JAC lors des Congrès de 1950 et 1951, les modernistes finissent par l'emporter. La petite paysannerie et les grands agriculteurs se sont mesurés à cette occasion. Les premiers défaits, Colson se retire et mourra l'année suivante.

***Quand la foi
rencontre
l'intérêt
économique***

C'est en fait à partir de ce moment que la JAC construit son véritable projet de société pour l'agriculture, en cherchant les légitimités théologiques et idéologiques des changements promus.

L'idéologie de la JAC fonctionne sur la base d'un système de représentation extraordinairement cohérent. Sa vision de la dignité humaine trouve son fondement dans la théologie de l'incarnation: Dieu s'est fait homme pour que l'homme se fasse Dieu. Ce principe assigne à l'homme l'obligation morale de participer au développement de tout l'homme et de tous les hommes. Les jacistes ne se situent plus dans un ordre éternel des champs imposé par Dieu, mais dans un mouvement voulu par Dieu, un développement qui est celui de la création et qui n'est jamais fini parce que la quête divine n'est jamais finie. Cette philosophie résonne à l'époque avec la montée de la pensée de Theilhard de Chardin dans les milieux chrétiens.

Tous ces jeunes qui ont envie de sortir de leur situation trouvent là une cohérence entre leur foi et leurs intérêts économiques. Ils concrétisent leur idéal en imaginant un modèle familial de développement de l'agriculture. Cela aboutit à l'exploitation agricole à deux unités-travail-homme (UTH). Il s'agit là, non pas d'une rupture complète avec l'ordre ancien, mais d'un ordre paysan revisité par une mystique du couple et de la technique, de l'organisation et de la solidarité. On ne parle plus de la ferme ou de la propriété, on parle de l'exploitation familiale. Et cette expression, qui aujourd'hui nous fait bondir, est acceptée car elle est associée à l'idée de développement.

Avec les vieilles structures, faire une nouvelle politique

Pour porter son projet, la JAC doit s'incarner dans la société politique et dans la société civile. Elle doit donc passer par le syndicalisme et les corps intermédiaires, passer par la représentation. Elle milite donc pour que les Cercles des jeunes agriculteurs, qui étaient des groupes de formation et des sas d'attente de la FNSEA, aient leur autonomie. Le Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA) accède à la reconnaissance syndicale en 1954 pour devenir par la suite le Centre national des jeunes agriculteurs.

Le CNJA théatralise le conflit de génération de l'époque. Les agriculteurs pouvaient adhérer au CNJA jusqu'à 35 ans, mais à 35 ans et un jour devaient passer à la FNSEA. Paradoxalement, cette procédure conforte ainsi le mythe de l'unité paysanne. Il n'y avait qu'une seule famille syndicale, avec les jeunes et les vieux.

Ce phénomène, amusant si on le considère avec un peu de recul, permet le développement de deux discours dans un même syndicat: un discours moderne et un discours conservateur, celui du changement et celui de la tradition.

Avec la cinquième république arrive la modernisation de la vie politique française, en même temps que la modernisation de l'appareil économique. L'Etat intervient pour redresser l'économie française qui continue à marquer un retard malgré le plan Marshall et l'émergence de l'idée européenne. Cette intervention, très volontariste, embrasse aussi l'agriculture. Mais les politiques trouvent alors en face d'eux une force sociale organisée. La modernisation de l'agriculture se serait sans doute produite de toutes façons, mais le fait est qu'elle s'est produite à ce moment là sous la forme d'une modernisation de l'agriculture familiale, en adoptant le modèle à deux UTH. Parce qu'ainsi l'ont voulu les jeunes de la JAC et que les politiques ont compris que pour moderniser le secteur agricole, il leur fallait s'appuyer sur une force sociale leur permettant de neutraliser les conservateurs.

*L'alliance
audacieuse de
l'Etat et de
jeunes
agriculteurs
remuants*

Mais quand le gouvernement s'allie avec le CNJA, celui-ci n'est pas le plus fort sur l'échiquier professionnel. Cela représente une sorte de coup de poker politique que de s'appuyer sur des jeunes agriculteurs remuants, anticonformistes, qui font des pieds-de-nez aux vieux caciques du syndicalisme. D'ailleurs, tout cela ne se passe pas dans le calme et la sérénité. Il y a des conflits de générations au niveau des

individus, et des combats politiques au niveau du pays. Mais le pari est fait.

Tout va alors très vite. En 1959, Debré et quelques ministres parlent au général De Gaulle de la question agricole. Celui-ci n'a pas un très bon souvenir des paysans pendant sa traversée du désert, mais lâche une remarque très gaullienne: "De toutes façons, un pays qui ne peut pas se nourrir n'est pas un vrai pays". Cette phrase vaut ordre de marche et les premiers textes législatifs sont rédigés l'année suivante par le conseiller agricole du premier ministre, sous l'inspiration de Michel Debatisse.

Les lois d'orientation de 1960-1962, qui ont marqué dans les textes le démarrage du processus modernisateur, sont donc une retranscription législative du projet de société porté d'abord par la JAC puis par le CNJA.

Le projet dans les textes de loi

On y retrouve en effet les points forts de la philosophie jaciste. Priorité est donnée à l'organisation, c'est-à-dire à l'homme. A travers l'humanisme chrétien de la JAC, on discerne toute une vision de la place de l'agriculteur, du couple et de la famille agricole dans la production. L'autre pivot du projet, c'est le produit, la mise en place de l'organisation des marchés, le développement du coopérativisme. Enfin vient l'espace avec une idée autour de l'aménagement rural, l'organisation des campagnes, l'adduction d'eau, l'électricité, le drainage, l'irrigation...

L'homme, le produit, l'espace. La fameuse trilogie que reprend à son compte Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture en 1962, et qui fait passer le deuxième train législatif appelé loi complémentaire d'orientation. A travers ce texte, Pisani s'affirme comme le digne fils de Gambetta: le ministère de l'Agriculture reste un ministère "total", c'est-à-dire un Ministère qui gère aussi bien les problèmes sanitaires que les problèmes de formation, les problèmes d'aménagement que

de commerce international, les problèmes de qualité que ceux de l'industrie agro-alimentaire, etc... Il reste un petit gouvernement en soi.

Avec les lois d'orientation, le milieu agricole change profondément. La grande réforme, c'est le modèle à deux UTH. La famille paysanne patriarcale passe brutalement le relais au couple contemporain. Il y a à la fois une vision émancipatrice de la femme, qui prend des responsabilités, et une révolution semi-capitaliste, car il y a là l'idée que l'on peut séparer la famille de l'exploitation. Cette génération va réussir à distinguer le budget familial de celui de l'exploitation. La terre passe du statut de patrimoine familial à celui d'outil de travail. Elle n'est plus regardée comme un patrimoine à transmettre mais comme le support d'une production. Ce qui donnera lieu à tous les abus que l'on connaît, dans la mesure où la terre est ravalée au rang d'outil.

*Les effets
induits: certains
attendus,
d'autres pas...*

A ce propos, il faut faire une remarque sur les effets pervers inhérents à tout changement. En affirmant que la terre était un outil de travail et non pas un patrimoine, la JAC combattait des conceptions qui apparaissaient comme sources d'inégalités et d'immobilisme. C'était le passage obligé sur le plan idéologique pour permettre par exemple le remembrement. Mais c'était aussi une "chosification" de la terre dont on n'a pas pris à l'époque toute la mesure.

Un autre changement important concerne le rapport à l'Etat. Traditionnellement dominé - ou encadré - par l'appareil d'Etat, la paysannerie va jusqu'à revendiquer ce qu'on appelle aujourd'hui la cogestion de la politique agricole, c'est-à-dire un partenariat. On voit là encore que ce choix est à la fois révolutionnaire et comment il s'inscrit dans une continuité.

Il est révolutionnaire parce que des acteurs économiques revendiquent d'être entendus et de jouer collectivement un rôle de responsabilité dans la conduite politique de leur secteur. Et il s'inscrit dans la continuité de la

corporation paysanne, considérée comme la première entre toutes dans les sociétés agraires, et seule capable de gérer les affaires de la paysannerie à la place de l'Etat. La cogestion est donc un compromis entre une vision exclusivement étatique de la gestion de l'agriculture et une vision corporatiste radicale.

Dans le modèle de cogestion, l'Etat reste le représentant de l'intérêt général et l'agriculture fait valoir à travers ses appareils de représentation qu'elle est porteuse, non pas de l'intérêt général de la nation, mais de l'intérêt général des agriculteurs. Ce choix ne s'est pas opéré sans un vaste débat politique à l'intérieur du monde agricole: fallait-il le faire ou non ? Il y eu là aussi tout un construit social.

Aujourd'hui: le modèle éclaté

Voilà donc rapidement comment nous sommes passés du paysan de Gambetta à l'agriculteur de Michel Debatisse. Et nous arrivons aujourd'hui à la troisième transformation majeure, qui met en scène une pluralité de profils d'agriculteurs, depuis l'exploitant familial modèle 1960, jusqu'à l'agri-manager ou au moléculteur, en passant par le pluri-actif paysan. En un siècle, la situation a considérablement évolué. Actuellement, les agriculteurs ne représentent plus que 5 à 6 % de la population active française.

Mais au moment où la société cesse d'être une société agraire dans sa culture, son fonctionnement et ses représentations, le pays devient une grande puissance agricole mondiale. Voilà le paradoxe que nous avons à gérer aujourd'hui. En même temps qu'ils transforment le pays en une grande puissance économique mondiale, les agriculteurs cessent d'être les nourriciers de la nation, pour devenir au mieux des fournisseurs de matières premières pour l'industrie, pour l'alimentation ou pour l'énergie. Leur identité professionnelle en est bouleversée.

Alors, une nouvelle identité est en train de se dessiner. L'agriculture doit redéfinir sa

place dans la société et le nouveau contexte international. Mais pour le moment, on ne perçoit pas de nouveaux projets d'envergure. A l'instar de ce qui se passe dans le reste de la société, l'agriculture est en train de connaître une révolution sans révolutionnaire.

Une révolution sans acteurs ?

Le secteur vit en effet de nouveau une mutation profonde. Le modèle de l'exploitation familiale à deux unités-travail-homme a volé en éclats, l'installation est aujourd'hui une installation individuelle et non pas une installation de couple. L'économie s'est internationalisée, l'intervention de l'Etat est forte et en même temps incompréhensible, le territoire est démenagé, les progrès techniques permettent même à l'agriculture de se passer de la terre. Voilà une évolution hier encore inconcevable: la terre devient facultative...

On perçoit donc bien toute la force des transformations actuelles, mais ce qui est troublant, c'est qu'on en voit ni les acteurs ni le sens.

Et c'est sans doute la raison de notre nostalgie pour la révolution silencieuse. C'était un processus porté par un groupe d'acteurs clairement identifié, et qui se mobilisait au nom de valeurs. Plus les jeunes paysans de la JAC se modernisaient, mieux ils faisaient leur métier, plus ils étaient charitables et meilleurs chrétiens ils étaient en conscience. Ou encore, plus ils gagnaient d'argent, plus ils accomplissaient leur devoir civique de producteurs et plus l'Etat leur en était reconnaissant. Il y avait là une sorte de cohérence absolue: l'agriculteur moderniste pouvait tout à la fois s'affirmer comme un bon citoyen, un bon chrétien, un bon agriculteur et un bon père de famille.

On peut bien sûr se demander si ce groupe social s'est donné des valeurs parce qu'il avait besoin de légitimer la mise en avant de ses intérêts économiques, ou bien si, à l'inverse, son système de valeurs l'a engagé dans la voie du

progrès technique. C'est la dialectique de l'idéologie et de l'économie, de l'intérêt individuel et de l'intérêt collectif.

Quoiqu'il en soit, l'orchestration de l'idéologie a été déterminante dans l'aboutissement du processus de changement. Ce qu'il ne faut pas négliger non plus, dans l'étude du changement social, c'est l'importance d'évènements exogènes. C'est le phylloxéra à la fin du siècle dernier, ou la seconde guerre mondiale un peu plus tard...

Microscope ou téléscope ?

Pour conclure, on peut mettre l'accent sur un fait surprenant, au travers des trois grands bouleversements dont je viens de parler: les pays protestants et catholiques de l'Europe occidentale ont connu à des époques différentes une évolution assez comparable. A l'exception de l'Angleterre et de la Grèce, ils sont tous passés par le modèle de l'exploitation familiale, tel que la France l'a codifié mieux que n'importe qui d'autre, c'est-à-dire cette rencontre de l'individu, de l'*homo economicus*, avec l'Etat. Serait-ce le grand rouleau compresseur de l'Histoire ?

Mais quand on regarde de près, on s'aperçoit que le processus démarre en France avant qu'il ne démarre au Portugal, qu'il atteint la Hollande ou le Danemark avant l'Allemagne, la France ou l'Italie. En se penchant sur ces trajectoires nationales, on voit que les forces sociales en jeu ne sont pas les mêmes, ou que les églises ne jouent pas le même rôle, etc....

Quand, dans cinq ou six siècles, on essaiera de retracer l'histoire de l'agriculture européenne, ces différences s'estomperont sans doute, de la même façon que les différences entre le Bassin Parisien et l'Auvergne semblent ici avoir disparu, bien que leur histoire soit différente. Il y a dans l'appréhension du changement social un problème d'échelle déterminant.